



CHAPITRE 111

LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du département de l'agriculture*. S. R. 1925, c. 51, a. 1.

SECTION I

DU MINISTRE ET DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Adminis-
tration.

2. Le ministre de l'agriculture a l'administration et la direction du département de l'agriculture. S. R. 1925, c. 51, a. 2.

Attribu-
tions du
ministre:
Agriculture;

3. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants:

1° Il a, par toute la province, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache à l'agriculture;

Écoles
d'agri-
culture,
etc.

2° Il a le contrôle et la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, des fermes modèles recevant une allocation du gouvernement, des comités permanents d'expositions agricoles, des sociétés d'agriculture et d'horticulture, des cercles agricoles et institutions d'enseignement agricole et des manufactures de sucre de betterave recevant une allocation du gouvernement.

Sociétés
laitières,
etc.

La société laitière de la province de Québec, les sociétés agricoles et laitières, ainsi que les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, sont tenues de lui faire un rapport annuel de leurs opérations;

Prêts,
etc.;

3° Il a le pouvoir de faire, à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des octrois et des avances, aux sociétés agricoles, aux cercles agricoles, aux syn-

CHAPTER 111

AN ACT RESPECTING THE DEPARTMENT OF AGRICULTURE

1. This act may be cited as *Department of Agriculture Act*. R. S. 1925, c. 51, s. 1.

DIVISION I

MINISTER AND STAFF OF THE DEPARTMENT

2. The Minister of Agriculture shall have the administration and direction of the Department of Agriculture. R. S. 1925, c. 51, s. 2.

3. The functions, powers and duties of the Minister shall be the following:

1. The control and management, throughout the Province, of everything connected with agriculture;

2. The control of and supervision over agricultural schools or colleges and model farms receiving Government grants, permanent exhibition committees, agricultural and horticultural societies, farmers' clubs and institutions for teaching agriculture, and beet sugar manufactories receiving Government grants.

The Dairy Association of the Province of Quebec, farmers' and dairymen's associations, and societies for the manufacture of butter and cheese, shall each make an annual return of their operations to the Minister;

3. Out of the funds placed at his disposal, he may, when he deems it advisable and under such conditions as he thinks it necessary to impose, make loans in money, grants and advances to agricultural societies, farmers' clubs, syndicates, coope-

dicats, aux sociétés coopératives et autres institutions formées dans le but de promouvoir les intérêts de l'agriculture dans notre province. S. R. 1925, c. 51, a. 3; 20 Geo. V, c. 35, a. 1.

rative societies and other institutions formed for the purpose of furthering the interests of agriculture in our Province. R. S. 1925, c. 51, s. 3; 20 Geo. V, c. 35, s. 1.

Enquêtes,
etc.

4. Le ministre doit instituer des enquêtes, recueillir des renseignements utiles et des statistiques relativement aux intérêts agricoles, et adopter des mesures propres à les répandre, dans le but d'accélérer les progrès de la province et d'y attirer l'émigration des pays étrangers. S. R. 1925, c. 51, a. 4.

4. The Minister shall institute inquiries, collect useful facts and statistics relating to agriculture, and adopt measures for circulating the same, to promote the progress of the Province and attract foreign immigration. R. S. 1925, c. 51, s. 4.

Rapport
du ministre.

5. Dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, le ministre soumet un rapport détaillé de ses opérations. S. R. 1925, c. 51, a. 5.

5. The Minister shall, within ten days after the opening of each session, submit to the Legislature a detailed report of his proceedings. R. S. 1925, c. 51, s. 5.

Sous-
ministre.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'agriculture, désigné dans la présente loi, sous le titre de "sous-ministre".

6. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Agriculture, designated in this act under the title of "Deputy Minister".

Devoirs.

Sous la direction et l'autorité du ministre, il a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs, et le contrôle général des affaires du département.

The latter shall, under the direction and authority of the Minister, exercise supervision over the other officers, employees, messengers or servants, and have general control over the affairs of the department.

Autorité.

Ses ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, et son autorité est censée être celle du chef du département, en sorte qu'il peut valablement apposer sa signature officielle, et par là donner force et autorité aux prêts, octrois, reçus, avis de formation de sociétés coopératives, cercles agricoles et sociétés d'agriculture, organisations de coopératives et de syndicats, dissolutions de coopératives, permis d'exploitation de beureries, fromageries, crémeries, ou révocations de tels permis, et à tous autres documents quelconques qui sont ou peuvent être du ressort du département.

His orders must be carried out in the same manner as those of the Minister, and his authority is deemed to be that of the head of the department, so that he may validly affix his official signature, and thereby give effect and authority to the loans, grants, receipts, notices of formation of cooperative societies, farmers, clubs and agricultural societies, organization of cooperatives and of syndicates, dissolution of cooperatives, permits to operate butter factories, cheese factories or creameries, or cancellations of such permits, and to all other documents whatsoever which are or may be within the jurisdiction of the department.

Révoca-
tion de
pouvoirs.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer, lorsqu'il le juge opportun, en tout ou en partie, les pouvoirs du sous-ministre.

The Lieutenant-Governor in Council may, when he deem it expedient, revoke, in whole or in part, the powers of the Deputy Minister.

Fon-
ctionnaires.

Il nomme en outre un secrétaire et un comptable, et tous autres fonctionnaires qu'il juge nécessaires à la bonne administration du département.

He shall further appoint a secretary and accountant, and all other officers necessary for the proper administration of the department.

Ces fonctionnaires remplissent les devoirs qui leur sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et ils occupent leur charge durant bon plaisir.

Such officers, to whom the Lieutenant-Governor in Council shall assign their duties, shall hold office during pleasure.

Service extérieur. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, en dehors du département, les fonctionnaires et officiers qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service dans les différentes branches du département, et les destituer à sa discrétion.

He may also appoint, outside of the department, as many agricultural and other officers as he may deem necessary for the efficiency of the service in the various branches of the department, and may remove them from office at pleasure.

Inspecteurs. Le ministre peut, en tout temps, charger certaines personnes de faire l'examen des livres et des comptes de toute société d'agriculture recevant une allocation du gouvernement, ou liée d'une manière quelconque au département.

Persons may, at any time, be appointed by the Minister to inspect the books and accounts of any agricultural society receiving a Government grant or connected in any way with the department.

Inspection. Les officiers d'une telle société, lorsqu'ils en sont requis, doivent soumettre ces livres et comptes à l'examen, et répondre véritablement et au meilleur de leur connaissance à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. 1925, c. 51, a. 6; 20 Geo. V, c. 35, a. 2.

The officers of every such society, whenever so required, shall submit such books and accounts to inspection, and truly and to the best of their knowledge answer all questions put to them in relation thereto or to the funds of such society. R. S. 1925, c. 51, s. 6; 20 Geo. V, c. 35, s. 2.

Devoirs des employés. 7. Les devoirs respectifs des fonctionnaires du département, non expressément réglés par la loi, leur sont assignés par le ministre. S. R. 1925, c. 51, a. 7.

7. The duties of the officers of the department, not expressly regulated by law, shall be assigned to them by the Minister. R. S. 1925, c. 51, s. 7.

Devoirs du secrétaire. 8. À moins d'ordres contraires du ministre, le secrétaire doit:

8. Unless otherwise directed by the Minister, the secretary shall:

1° Faire, sous la direction du ministre, la correspondance du département;

1. Conduct, under the direction of the Minister, the correspondence of the department;

2° Tenir des registres réguliers de cette correspondance et en faire la classification de manière à pouvoir y référer facilement;

2. Keep a regular register of such correspondence, and classify the same in such a manner as to be able easily to refer thereto;

3° Préparer les rapports du département;

3. Prepare the reports of the department;

4° Tenir des comptes séparés pour les allocations auxquelles peuvent avoir droit le conseil d'agriculture, le comité permanent des expositions, les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles et les institutions d'enseignement agricole;

4. Keep separate accounts for the grants to which the council of agriculture, the permanent exhibition committee, agricultural societies, farmers' clubs, and institutions for teaching agriculture, are entitled;

5° Tenir des comptes réguliers pour toutes les sommes dues aux personnes employées par le département, ou à toute autre personne en relation d'affaires avec le département;

5. Keep proper accounts of the sums due to persons employed by the department, or to any other persons having business relations with the department;

6° Dresser les certificats sur lesquels les mandats doivent être émis;

6. Prepare certificates upon which any warrants is to issue;

7° Tenir sous sa garde et conserver les rapports, cartes, plans, contrats, titres, modèles et autres objets ou documents relatifs à l'agriculture et aux industries agricoles;

8° Tenir procès-verbal de tout ce qui se fait dans le département;

9° Généralement faire tous les actes du ressort du département, qui lui sont prescrits par le ministre. S. R. 1925, c. 51, a. 8.

7. Have charge of all reports, maps, plans, contracts, titles, models and other articles and documents, relating to agriculture and agricultural industries;

8. Keep minutes of all proceedings of the department;

9. Generally, perform all such acts concerning the business of the department which he may be directed by the Minister to perform. R. S. 1925, c. 51, s. 8.

SECTION II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Docu-
ments.

9. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département, et ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre. S. R. 1925, c. 51, a. 9.

Copies
certifiées.

10. Toute copie de document sous la garde et le soin du secrétaire, certifiée par le ministre, le sous-ministre ou le secrétaire comme vraie copie, est censée authentique et a de lui-même et à première vue, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1925, c. 51, a. 10.

Commu-
nications
officielles,
etc.

11. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés coopératives de cercles agricoles, les sociétés coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beureries et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, associations ou corporations exploitant une industrie agricole, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises en vue de promouvoir les intérêts de l'agriculture et de faciliter la compilation de statistiques.

DIVISION II

GENERAL PROVISIONS

9. No deed, contract, document or writing shall be binding upon the department, or held to be the act of the Minister, unless signed by him or his Deputy. R. S. 1925, c. 51, s. 9.

10. Every copy of any document in the custody and charge of the secretary, certified by the Minister, the Deputy Minister or the secretary as a true copy, shall be authentic and have *prima facie* the same effect as the original before any court of justice. R. S. 1925, c. 51, s. 10.

11. Every agricultural society, farmers' club, farmers' club cooperative society, cooperative agricultural association, horticultural society, stock-breeding syndicate, farmers' and dairymen's association, the Dairy Association of the Province of Quebec, every society of patrons of a butter or cheese factory, butter or cheese manufacturing society, cooperative syndicate, canner, and every other person, society, association or corporation carrying on an agricultural industry, as well as every agricultural college or school, and every public officer or employee of the Province, shall be bound to promptly answer the official communications from the Department of Agriculture and must make every effort to supply information on all the questions submitted to them with a view to promoting the interests of agriculture and to facilitate the compiling of statistics.

Tout officier d'une des institutions ci-dessus énumérées, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts de l'agriculture et de l'enseignement agricole, encourt, pour chaque contravention, une pénalité de vingt dollars, qui est recouvrable, au nom de Sa Majesté, devant tout tribunal compétent. S. R. 1925, c. 51, a. 11; 22 Geo. V, c. 35, a. 1.

Any officer of any of the institutions above named, refusing or wilfully neglecting to answer any questions or to furnish any information relating to the interests of agriculture or of agricultural education, shall for every such offence incur a penalty of twenty dollars, which shall be recoverable in the name of His Majesty before any court of justice of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 51, s. 11; 22 Geo. V, c. 35, s. 1.

SECTION III

DE L'ENCOURAGEMENT À L'AGRICULTURE

Acceptation de subventions fédérales.

12. Il est loisible au ministre de l'agriculture, à ce spécialement autorisé au préalable par le lieutenant-gouverneur en conseil, d'entrer en négociations avec le ministre de l'agriculture du Canada, pour fixer les termes de l'acceptation par la province de toute subvention qui pourra être octroyé par le gouvernement du Canada pour l'encouragement de l'agriculture, et pour prescrire les objets pour lesquels cette subvention pourra être dépensée. S. R. 1925, c. 73, a. 2.

Fonds spécial.

13. Toute subvention ainsi octroyée par le gouvernement du Canada ne sera par versée dans le fonds consolidé du revenu de la province, mais formera un fonds spécial qui sera dépensé pour les objets convenus, sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, comme si les deniers provenant de la subvention fédérale avaient été votés par la Législature de la province. S. R. 1925, c. 73, a. 3.

SECTION IV

DE L'AIDE AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

Fonds annuel.

14. Un fonds annuel de cent cinquante mille dollars est créé depuis le 28 avril 1939, et le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, peut affecter ce fonds à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 120) ou de la Loi des syndicats coopératifs (chap. 290). 3 Geo. VI, c. 39, a. 1.

DIVISION III

ENCOURAGEMENT OF AGRICULTURE

Accepting federal subsidy.

12. The Minister of Agriculture, previously and specially authorized for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council, may enter into negotiations with the Minister of Agriculture of Canada, in order to settle the terms of the acceptance by the Province of any subsidy which may be granted by the Government of Canada for the encouragement of agriculture and to prescribe the objects for which such subsidy may be expended. R. S. 1925, c. 73, s. 2.

Special fund.

13. No subsidy so granted by the Government of Canada shall be paid into the consolidated revenue fund of the Province, but shall form a special fund, to be expended for the objects agreed upon, under the control of the Lieutenant-Governor in Council, as if the proceeds of the subsidy had been voted by the Legislature of the Province. R. S. 1925, c. 73, s. 3.

DIVISION IV

AID TO COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS

Annual fund.

14. An annual fund of one hundred and fifty thousand dollars is created, dating from April 28th, 1939, and the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Agriculture, may use such fund for guarantees or advances to the cooperative agricultural associations organized in virtue of the Cooperative Agricultural Associations Act (Chap. 120) or of the Cooperative Syndicates Act (Chap. 290). 3 Geo. VI, c. 39, s. 1.

Rem-
bourse-
ment.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les modalités, conditions et délais de remboursement de ces garanties et avances et peut adopter les mesures de surveillance et autres qu'il juge nécessaires pour s'assurer que ces avances seront utilisées aux fins pour lesquelles elles sont faites. 3 Geo. VI, c. 39, a. 2.

15. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the form, conditions and delays for reimbursement of such guarantees and advances and may adopt such measures of supervision and others as he may deem necessary to assure himself of such advances being utilized for the purposes for which they were made. 3 Geo. VI, c. 39, s. 2.

Reim-
burse-
ment.

Fonds
consolidé.

16. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente section sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

16. The expenditure incurred for the carrying out of this division shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Expen-
diture.

Em-
prunts.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour le paiement total ou partiel de ces dépenses extraordinaires. 3 Geo. VI, c. 39, a. 3.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, authorize the Provincial Treasurer to borrow, for a period not exceeding thirty years and at rates of interest not exceeding four per cent per annum, the amounts required for the total or partial payment of such extraordinary expenditure. 3 Geo. VI, c. 39, s. 3.

Loans.

Ratifica-
tions
autorisées.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, est autorisé à ratifier, aux conditions qu'il détermine, toute avance, garantie ou paiement fait par le gouvernement entre le 30 juin, 1931 et le 28 avril, 1939, à des sociétés coopératives agricoles ou à des entreprises connexes à l'agriculture, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil.

17. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Agriculture, is authorized to ratify, upon such conditions as he may determine, any advance, guarantee or payment made by the Government between the 30th of June, 1931, and the 28th of April, 1939, to cooperative agricultural associations or to undertakings connected with agriculture in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council.

Ratifica-
tions
author-
ized.

Dépenses.

Les dépenses occasionnées après le 28 avril 1939 par l'application du présent article seront payées conformément à l'article 16. 3 Geo. VI, c. 39, a. 4.

The expenditures occasioned after the 28th of April, 1939, through the carrying out of this section shall be paid in conformity with section 16. 3 Geo. VI, c. 39, s. 4.

Expen-
ditures.